



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de Gironde**

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRUIDOR

ZAC DU PARC D'AQUITAINE
33240 Saint-André-de-Cubzac

Références :
Code AIOT : 0003106799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement FRUIDOR implanté ZAC DU PARC D'AQUITAINE 33240 Saint-André-de-Cubzac. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de la visite de récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 4 mars 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRUIDOR
- ZAC DU PARC D'AQUITAINE 33240 Saint-André-de-Cubzac
- Code AIOT : 0003106799
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site FRUIDOR est un établissement spécialisé dans la mûrisserie de bananes bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 4 mars 2021 encadrant son exploitation.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 22/03/2024 de l'établissement FRUIDOR implanté ZAC DU PARC D'AQUITAINE 33240 Saint-André-de-Cubzac, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai de 1 mois, il est nécessaire de :

- Prendre contact avec le SDIS afin d'échanger sur les procédures d'intervention, de faire tester les hydrants, de leur communiquer vos consignes d'exploitation et qu'il réceptionne les réserves ;
- Procéder à la mise en sécurité des 5 non conformité que le rapport de vérification périodique des installations électriques fait apparaître et transmettre un rapport conclusif concernant le risque incendie ;
- Transmettre le DOE permettant de confirmer les volumes de rétention sous voirie ;
- Transmettre la convention de rejet ;
- Respecter les fréquences d'autosurveillance des valeurs limite d'émission ou demander leurs modifications dans le cadre d'un porter à connaissance ;
- Créer un système de rétention afin que l'ammoniac reste confiné en salle des machines en cas de fuite ;
- Créer la signalisation et localisation dans la salle des machines, elles doivent figurer sur un plan transmis au SDIS ;
- Identifier les boutons d'arrêt d'urgence à l'intérieur et à l'extérieur de la salle des machines.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie
- Risque toxique
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

•

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 12	Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 14	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 17	Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 20	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 24	Demande d'action corrective	1 mois
10	Valeurs limite d'émission	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 37	Demande d'action corrective	1 mois
11	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 38	Demande d'action corrective	1 mois
15	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1-2.9	Demande d'action corrective	1 mois
18	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1-4.1	Demande d'action corrective	1 mois
23	Interrupteur d'urgence à distance	Norme du 01/04/2017	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 3	Sans objet
5	Dispositions de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 19	Sans objet
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 26	Sans objet
9	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 32	Sans objet
12	Bruits et vibrations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 51	Sans objet
13	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 2.1.2	• Sans objet
14	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 2.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 3.7	Sans objet
17	Signalisation des vannes	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1 -3.8	Sans objet
19	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.2	Sans objet
20	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.3.1	Sans objet
21	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.4	Sans objet
22	Tuyauteries d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.9	Sans objet
24	Équipement spécifique pour nettoyage d'urgence	Norme du 01/04/2017, article 5.14.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site est globalement conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 4 mars 2021.

Les points de non-conformité relevés sont principalement des manquements concernant les points suivants:

- Sécurité incendie : absence de tests et de vérifications du SDIS des hydrants, de l'accessibilité ainsi que des plans, des signalisations et des consignes ;
- NH3: absence de signalisation, de localisation et de rétention dans la salle des machines ;
- Absence d'identification des boutons d'arrêt d'urgence ;
- Vérifications périodiques : présence de non-conformité des installations électriques et rapport non concluant par rapport au risque incendie.

Par ailleurs, les éléments suivants restent à fournir :

- Dossier des ouvrages exécutés permettant de confirmer le volume de rétention des eaux d'extinction ;
- Convention de rejet faisant apparaître la fréquence de l'autosurveillance et les valeurs limites d'émission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Constats :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Intervention des services d'incendie et de secours

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en oeuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats :

Les voies de desserte sont entretenues et maintenues libres et permettent le retournement et le croisement des engins. L'ouverture des portails est asservie à la détection incendie, l'exploitant doit prendre contact avec le SDIS pour discuter des procédures d'intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation et entretien

Prescription contrôlée :

La défense incendie du site sera assurée par l'implantation de :- 2 PEI (publics) à moins de 100 mètres de l'établissement- 2 réserves incendie privée (bâches souples) de 160 m³ (au Nord-Ouest à l'Ouest du site)- 1 réserve incendie privée (cuve) de 120 m³ (à l'Est du site)L'exploitant veillera à rendre accessible le PEI public à l'ouest de l'établissement à moins de 100 mètres des installations en implantant un portail d'accès de 1,80 mètres de large minimum et un chemin d'accès de la même largeur pour permettre le passage des dévidoirs. Une attestation de conformité des PEI dûment remplie devra être adressée au Service départemental d'incendie et de secours 15 jours avant le recollement des travaux et une attestation de contrôle des hydrants (débit, pression) devra être adressée annuellement à ce même service. Les réserves incendie privées doivent respecter les règles techniques et caractéristiques énoncées dans la fiche « réserves incendies » annexée au présent arrêté préfectoral. Les aires d'alimentation de ces réserves ne doivent pas être impactées par les flux thermiques. Une fois installées, ces réserves doivent faire l'objet d'un essai de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS et être recensées. L'établissement devra être doté de plans des locaux et des installations à mettre à disposition des services d'incendie et de secours afin de faciliter leur intervention. Ces plans devront comporter une description des dangers pour chaque local ainsi que les organes de coupure des différentes énergies et process du site.

Constats :

Sur site présence de :

2 PEI

2 bâches incendies privées de 160 m³

1 réserve incendie privée (cuve) de 120 m³

Les tests des hydrants n'ont pas été effectués par le SDIS et les réserves ne sont donc pas réceptionnées par le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Règles générales

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage des locaux de production, de stockage et les locaux techniques ne peuvent être réalisés que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Constats :

Le rapport de vérification périodique des installations électriques a été transmis à l'inspection, il fait apparaître 5 non conformité. Le rapport n'est pas conclusif par rapport au risque incendie. (Q18).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dispositions de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'une détection automatique d'incendie. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Présence d'un système de détection incendie au niveau des chambres de mûrissage et des bureaux. La vérification périodique et la maintenance du système de détection automatique incendie a été commandée par l'exploitant, il nous informe être en attente de devis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction

Prescription contrôlée : L'aménagement du site permet de confiner dans les limites de propriété un volume d'eaux d'extinction de 775m³ ; pour ce faire, le site disposera de :deux bassins enterrés de rétention de 191m³ et 164m³, des rétentions au niveau des quais de chargement pour 110m³ et 73m³,• deux bassins enterrés de rétention de 355m³, des rétentions au niveau des quais de chargement pour 183m³. Une rétention au niveau du bâtiment pour un volume de 430m³. La vanne de fermeture du rejet des eaux pluviales, si elle est motorisée, doit être équipée d'un dispositif de manœuvre manuel en secours. Les dispositifs d'obturation doivent être signalés et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel ou, en son absence, par les sapeurs pompiers. Une signalétique « mode normal »/« mode incendie-pollution » doit être apposée directement sur la vanne afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le statut de la rétention du site. »

Constats :

La confirmation des volumes de rétention sous voirie doit être apportées par le DOE. L'aménagement du site permet de confiner dans les limites de propriété les eaux d'extinctions. La vanne de fermeture des eaux pluviales « martelière » est automatisées en cas de déclenchement de la détection du système incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 20 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ; - les règles de stockage définies à l'article 24-II ; - les modalités de nettoyage et de récupération des matières au sein des ateliers prévues par l'article 29-II.

Constats :

Les consignes d'exploitations du site sont à jour et affichées. Elles doivent faire l'objet d'une communication auprès du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. Des dispositions sont mises en oeuvre afin de permettre une utilisation raisonnée de l'eau en fonction des produits et procédés en présence. Les techniques employées répondent à l'état de l'art de la profession en matière de consommation et de rejet d'eau. Un suivi de la consommation en eau de l'installation est mis en place et suivi dans le temps par l'exploitant afin de vérifier l'utilisation rationnelle de l'eau. Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/h et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau. Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m³ par an. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Constats :

Les factures de consommation d'eau du réseau public du site fournies lors de l'inspection respectent le seuil de déclaration initial.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales.

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, transitent au préalable par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérification au moins annuelle. Les eaux pluviales collectées rejoignent le réseau de la ZAC avec un débit maximum de 5L/s, en transitant par des fossés de régulation implantés sur le site. L'exutoire du réseau pluvial de la ZAC est le ruisseau du Laffont au niveau du point référencé en coordonnées Lambert II étendu : X = 383.050 m NGF Y = 2004.260 m NGF Les eaux pluviales rejetées respectent les conditions suivantes : • pH compris entre 5,5 et 8,5, • Température inférieure à 30°C. La couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur, • L'effluent ne dégage aucune odeur.

Constats :

Les eaux pluviales sont récoltées dans une réserve située sous la voirie également aménagée pour la collecte pour des eaux d'extinction incendie d'une capacité de 660 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeurs limite d'émission**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 37**Thème(s) :** Risques chroniques, Raccordement à une station d'épuration**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires à la station d'épuration urbaine de « Porto » située sur la commune de Cubzac-les-Ponts, les valeurs limites d'émission suivantes, en concentration et en flux : Débit de référence Maximal : 5,5 m³/j MES : 600 mg/l et 3,3 kg/j DBO₅ : 800 mg/l et 4,4 kg/j DCO : 2000 mg/l et 11 kg/j Azote global (NGI) : 150mg/l et 0,83 kg/j Phosphore total : 50mg/l et 0,28kg/j AOX : 2 mg/l et 0,11 kg/j Hydrocarbures totaux : 10mg/l et 0,06kg/j L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, la convention de rejet actualisée, tenant compte des évolutions réglementaires relatives aux valeurs limites d'émissions et aux dispositions de surveillance des émissions de substances dangereuses dans l'eau

Constats :

Une analyse annuelle conforme a été fournie à l'inspection. La convention de rejet doit être transmise.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N° 11 : Valeurs limites d'émission****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 38**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après. Les mesures en concentration doivent être effectuées sur des échantillons représentatifs du fonctionnement des installations à partir de prélèvements sur 24 heures proportionnels au débit. Ces prélèvements sont conservés dans des conditions conformes aux règles de la norme NFT 90-513. Chaque point de rejet est équipé de dispositifs de mesures et d'enregistrement des débits. Débit rejeté : journalière/Interne/débit-mètre pH : journalière/interne/NF T 90008 Température : journalière/interne MES : annuelle/interne-externe agréée/ NF EN 872 DBO₅ : annuelle/interne-externe agréée/ NF EN 1899-1 DCO : annuelle/inter-externe agréée/ NF EN 90101 Phosphore total : annuelle/inter-externe agréée/ NF EN 90-23 Azote global (NGI) : annuelle/inter-externe agréée/ NF EN 90110 AOX et hydrocarbures : annuelle/inter-externe agréée En cas de modification des procédés et/ou des installations, susceptible d'avoir une incidence sur la qualité des effluents traités, une nouvelle caractérisation des effluents est réalisée pour l'ensemble des substances spécifiques du secteur d'activité et les autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau, visées à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé. »

Constats :

Une analyse annuelle conforme a été fournie à l'inspection, toutefois l'article 2,1,8 de l'arrêté préfectoral du 4/03/2021 concernant les fréquences d'autosurveillance n'est pas respecté.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois

N° 12 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Article 51

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Prescription contrôlée :

Une campagne de mesures de bruit dans l'environnement sera réalisée dans les 6 mois suivants la mise en exploitation du site et permettra de vérifier :- le respect des émergences et niveaux sonores- l'absence de tonalités marquées

Constats :

La campagne de mesure de bruit a été effectuée le 18/10/2022. Les résultats n'ont pas mis en évidence de dépassement d'émergence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 2.1.2

Thème(s) : Produits chimiques, Prescriptions spécifiques à l'emploi de l'ammoniac

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée de façon à ce que les murs extérieurs de la salle des machines (telle que définie au point 2.4.2 de la présente annexe) soient situés à une distance :- d'au moins 10 mètres des limites de propriété lorsque les trois conditions suivantes sont respectées :- tous les équipements de production du froid, dont le condenseur, sont localisés dans une salle des machines. Les éléments de distribution sont situés à l'intérieur des bâtiments, ou, lorsque c'est physiquement impossible ou économiquement disproportionné, protégés par un capotage ;- chaque capacité accumulatrice à haute pression du circuit contient une masse d'ammoniac limitée à 50 kilogrammes ;- la hauteur du point de rejet de l'extraction mécanique d'urgence de la salle des machines est au minimum égale à 7 mètres (à partir du sol) ;- d'au moins 15 mètres des limites de propriété lorsque les quatre conditions suivantes sont respectées :- les équipements de production du froid, à l'exception du condenseur, sont localisés dans une salle des machines. Les éléments de distribution sont situés à l'intérieur des bâtiments, ou, lorsque c'est physiquement impossible ou économiquement disproportionné, protégés par un capotage ;- chaque capacité accumulatrice à haute pression du circuit contient une masse d'ammoniac limitée à 50 kilogrammes ;- les tuyauteries en entrée et en sortie du condenseur sont protégées par un capotage, équipé d'une détection conformément aux prescriptions spécifiques aux installations de réfrigération du point 4.3.1 de la présente annexe. Le volume délimité par le capotage communique avec la salle des machines par une ouverture. La surface libre de cette ouverture est au moins égale à 20 % de l'aire délimitée par l'emprise du capotage sur la salle des machines ;- la hauteur du point de rejet de l'extraction mécanique d'urgence est au minimum égale à 10 mètres (à partir du sol) ;- d'au moins 50 mètres dans les autres cas. En outre, tout autre élément de l'installation contenant de l'ammoniac est situé à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété.

Constats :

La distance de 50 mètres est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Installations électriques**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 2.7**Thème(s) :** Produits chimiques, Installations électriques**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, notamment par l'application du décret du 14 novembre 1988 susvisé ou par l'application des articles de la quatrième partie du code du travail, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle d'ammoniac. Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Constats :

Le contrôle de vérification périodique des installations électriques a été fourni à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 15 : Rétention des aires et locaux de travail****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 2.9**Thème(s) :** Produits chimiques, Rétention des aires et locaux de travail**Prescription contrôlée :**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et à la partie 7. Norme NF EN 378-35.14.3 Exigences supplémentaires pour le R-717. 14.3.1 Drainage Pour empêcher le R-717 d'atteindre les eaux de surface, un système de captation doit être conçu et installé conformément aux réglementations nationales. Le plancher de la salle des machines doit être conçu de manière à empêcher le R-717 liquide de s'échapper de la salle. Le tuyau d'écoulement du système de captation doit être normalement fermé.

Constats :

Non conforme, absence de seuil d'entrée. Le sol de la salle des machines est étanche et équipé de façon à recueillir des eaux de lavage et des matières répandues accidentellement par la présence d'un caniveau.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N° 16 : Consignes d'exploitation****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 3.7**Thème(s) :** Produits chimiques, Consignes d'exploitation**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : les modes opératoires ; la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; les instructions de maintenance et de nettoyage ; le maintien, dans le local, de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation ; les conditions de conservation et de stockage des produits.

Constats :

L'exploitation et l'accès à la salle des machines est assurée par la société CLAUGER.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Signalisation des vannes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1 -3.8

Thème(s) : Produits chimiques, Signalisation des vannes

Prescription contrôlée :

Les vannes et les tuyauteries sont d'accès facile et leur signalisation est conforme à la norme NF X 08-100 de 1986 ou à une codification reconnue. Les vannes portent de manière indélébile le sens de leur fermeture.

Constats :

Les vannes et les tuyauteries sont d'accès facile et leur signalisation est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.1

Thème(s) : Produits chimiques, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement. Une signalisation adéquate posée sur la porte d'accès à tout local de stockage ou d'emploi d'ammoniac ou à la salle des machines avertit du danger et interdit l'accès aux personnes non autorisées.

Constats :

Absence de signalisation et localisation dans le local ammoniac. Ils doivent figurer sur un plan transmis au SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.2

Thème(s) : Produits chimiques, Protection individuelle

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente du personnel d'exploitation autorisé. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel d'exploitation est formé à l'emploi de ces matériels. Toute intervention d'urgence nécessite de s'équiper d'un dispositif de protection respiratoire.

Constats :

Présence de 2 EPI conforme à l'entrée côté extérieur de la salle des machines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection

Prescription contrôlée :

2. Prescriptions spécifiques à l'emploi de l'ammoniac (installations de réfrigération) Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les parties de l'installation visées au point 4.1 sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ; - le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

Constats :

Les détecteurs d'ammoniac sont présents dans la salle des machines. Les seuils de détection ont été définis aux seuils suivants : 200ppm et 1000ppm comprenant pour chaque seuil le déclenchement des mesures de sécurité : alarme sonore, extracteur de ventilation, coupure électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.4

Thème(s) : Produits chimiques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel d'exploitation reçoit une formation portant sur les risques présentés par le stockage ou l'emploi d'ammoniac, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins tous les deux ans.

Constats :

Les consignes de sécurité ont été élaborées en cas de fuite accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Tuyauteries d'ammoniac**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article Annexe 1- 4.9**Thème(s) :** Produits chimiques, Tuyauteries d'ammoniac**Prescription contrôlée :**

Les tuyauteries sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion. Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.). Les tuyauteries sont conçues, fabriquées et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur ou, à défaut, aux normes existantes. L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries. Les contrôles ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Constats :

La maintenance est assurée par la société CLAUGER.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 23 : Interrupteur d'urgence à distance****Référence réglementaire :** Norme du 01/04/2017**Thème(s) :** Produits chimiques, Interrupteur d'urgence à distance**Prescription contrôlée :**

Norme NF EN 378-35.6 Un interrupteur à distance pour arrêter le système frigorifique doit être installé à l'extérieur et à proximité de la porte de la salle des machines. Un interrupteur similaire doit être installé à un endroit approprié dans la salle. Ces interrupteurs doivent satisfaire aux exigences relatives aux interrupteurs d'urgence conformément à l'EN ISO 13850 et à l'EN 60204-1.

Constats :

Présence d'un bouton d'arrêt d'urgence à l'intérieur et à l'extérieur de la salle des machines mais absence d'identification à laquelle ils correspondent.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N° 24 : Équipement spécifique pour nettoyage d'urgence****Référence réglementaire :** Norme du 01/04/2017, article 5.14.3.2**Thème(s) :** Produits chimiques, Équipement spécifique pour nettoyage d'urgence**Prescription contrôlée :**

Pour le R-717, des unités de lavage d'yeux (par exemple un pulvérisateur pour les yeux) facilement accessibles pour tous les systèmes doivent être prévues. Pour les systèmes ayant une charge de fluide frigorigène supérieure à 1 000 kg, une douche de sécurité, fournissant au moins 1 l/s entre 25 °C et 30 °C, doit être placée à l'extérieur de la sortie de secours de la salle des machines.

Constats :

Présence d'une douche de sécurité à l'entrée côté extérieur de la salle des machines.

Type de suites proposées : Sans suite